

Perspectives économiques régionales 2026-2031

Le Bureau fédéral du Plan, l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA), Statistiek Vlaanderen et l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) publient ce 16 juillet de nouvelles perspectives économiques pour les trois régions.

Davantage soutenue par la consommation privée, la croissance économique demeure plus élevée en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles à moyen terme

En 2025, la croissance du PIB est estimée à 0,5% à Bruxelles et à 1,1% en Flandre et en Wallonie. En 2026, elle se stabiliserait à ce niveau à Bruxelles, mais devrait ralentir en Wallonie (0,8%) et en Flandre (0,7%). La progression de la consommation privée devrait en effet marquer le pas dans les trois régions, en raison de la baisse du revenu disponible réel des ménages. Celle-ci s'explique notamment par la répercussion retardée de la hausse de l'inflation sur l'indexation des salaires et des allocations sociales. Néanmoins, la perte de pouvoir d'achat serait plus prononcée à Bruxelles et en Wallonie, où la mesure de limitation dans le temps des allocations de chômage a un impact plus important qu'en Flandre. Par ailleurs, la contribution des exportations nettes (totales, internationales plus interrégionales) à la croissance du PIB demeurerait très légèrement positive à Bruxelles, contrairement aux deux autres régions. Enfin, l'évolution relativement plus rapide des investissements en Wallonie y atténuerait le ralentissement de la croissance du PIB.

Durant la période 2027-2031, la croissance économique se raffermirait légèrement dans les trois régions. Le PIB de la Flandre conserverait une croissance supérieure à celle des deux autres régions (1,4% par an en moyenne, contre 1,1% en Wallonie et 0,8% à Bruxelles). Ce surcroît de croissance de l'activité reflète surtout celui de la consommation privée. Cette dernière se renforcerait quelque peu dans les trois régions, principalement en 2029 et 2030 lorsque la progression du revenu disponible réel bénéficie notamment du fléchissement de l'inflation et des baisses d'impôt attendues. La croissance des revenus et de la consommation des ménages flamands serait plus forte que dans les deux autres régions. Les ménages flamands disposent, en outre, d'une marge financière plus importante, leur épargne s'élevant à 14,1% de leurs revenus en 2031, contre 9,8% en Wallonie et 4,4% à Bruxelles. Par ailleurs, dans un contexte international plus porteur, les exportations se renforceraient dans les trois régions. De même, les investissements des entreprises progresseraient dans les trois régions. Enfin, la consommation publique soutiendrait moins l'activité économique en Wallonie et à Bruxelles, en raison d'une croissance de la population totale plus lente qu'en Flandre et d'une population scolaire en recul. Cela freine la demande de certains services publics, tels que l'enseignement.

Après trois années de faibles créations d'emplois, la croissance de l'emploi se redresse, ce qui entraîne une hausse des taux d'emploi dans les trois régions

La croissance de l'emploi intérieur (mesuré au lieu de travail) s'est sensiblement affaiblie dans les trois régions durant les années 2024-2025 et devrait encore rester très modeste en 2026. Elle n'atteindrait ainsi, en moyenne sur la période 2024-2026, que 0,2% par an à Bruxelles, 0,3% en Flandre et 0,4% en Wallonie. Cet affaiblissement est, dans les trois régions, imputable à l'emploi salarié du



secteur privé, la progression des salariés du secteur public et, surtout, des indépendants restant beaucoup plus dynamique. À partir de 2027, la croissance de l'emploi devrait toutefois s'accélérer dans les trois régions, à mesure que la croissance de l'activité économique se raffermisse et devienne également plus intensive en main-d'œuvre. Tant la limitation dans le temps des allocations de chômage que les mesures d'augmentation de l'offre de travail (notamment en matière de pensions, (para)fiscalité, extension des flexi-jobs et activation des bénéficiaires du revenu d'intégration et des malades de longue durée) auraient ainsi progressivement un impact favorable sur l'emploi. Cet impact est relativement plus important à Bruxelles et en Wallonie qu'en Flandre. Malgré cela, l'emploi intérieur progresserait plus fortement en Flandre et en Wallonie qu'à Bruxelles durant la période 2027-2031 (respectivement, +1,0%, +0,9% et +0,5% par an). Le nombre de navetteurs bruxellois et wallons travaillant en Flandre devrait continuer d'augmenter nettement, tandis que la hausse des navetteurs à destination de Bruxelles serait beaucoup plus contenue. Par conséquent, la croissance de la population en emploi (mesurée au lieu de domicile) serait quasiment identique dans les trois régions durant la période 2027-2031 (proche de 0,9% par an).

Étant donné que la population en âge de travailler diminue en Wallonie mais continue encore de croître légèrement en Flandre et à Bruxelles, cela se traduit par une augmentation plus marquée du taux d'emploi en Wallonie que dans les autres régions. Selon la définition UE 2020 – qui rapporte la population en emploi d'une région à sa population âgée de 20 à 64 ans –, cette hausse s'élèverait à 2,4 points de pourcentage en Wallonie (de 67,9% en 2025 à 70,4% en 2031) et à 1,7 pp à Bruxelles (de 63,9% à 65,6%) et en Flandre (de 77,3% à 79,0%). Cet indicateur ne tient toutefois pas compte de l'augmentation substantielle de l'emploi des personnes âgées de 65 ans et plus (notamment à la suite du relèvement de l'âge légal de la retraite et de l'importance croissante des flexi-jobs). Cette augmentation est la plus marquée en Flandre et relativement moins importante à Bruxelles.

Les finances des Communautés et des Régions s'améliorent à moyen terme, mais le déficit reste élevé

À politique inchangée, les finances publiques flamandes évoluent vers un équilibre budgétaire en 2027 (hors dépenses liées au projet Oosterweel), avant de se détériorer à nouveau pour atteindre près de 2 milliards d'euros en fin de législature. À l'inverse, le déficit de la Communauté française diminue à partir de 2027 et s'établit à 1,2 milliard d'euros en 2029. La Région de Bruxelles-Capitale (Commission communautaire commune incluse) enregistre, elle aussi, une légère baisse de son déficit à partir de 2027, atteignant 0,8 milliard d'euros en 2029. Enfin, les finances de la Région wallonne s'améliorent sensiblement en 2026 et le déficit se stabilise à 1,6 milliard d'euros à la fin de la législature.

Ces perspectives régionales sont cohérentes avec les perspectives pour l'économie belge publiées en juin 2026 par le Bureau fédéral du Plan. Sauf indication contraire, les dénominations Bruxelles, Flandre et Wallonie renvoient, respectivement, à la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne.

Retrouvez le rapport complet sur notre site :

<https://www.iweps.be/publication/perspectives-economiques-regionales-2026-2031/>

Personne de contact :

Frédéric Caruso : 081 46 84 30 ou f.caruso@iweps.be



Chiffres-clés de la projection régionale

Croissance en volume (%), sauf mention contraire	2024	2025	2026	Moyenne 2027-2031	
1. Produit intérieur brut					
Belgique	1,1	1,0	0,7	1,2	
Région de Bruxelles-Capitale	1,6	0,5	0,5	0,8	
Région flamande	0,8	1,1	0,7	1,4	
Région wallonne	1,3	1,1	0,8	1,1	
2. Dépenses de consommation finale des particuliers					
Belgique	2,0	1,7	1,0	1,2	
Région de Bruxelles-Capitale	0,6	1,3	0,3	0,9	
Région flamande	2,3	1,9	1,3	1,3	
Région wallonne	2,0	1,5	0,7	1,0	
3. Dépenses de consommation finale des administrations publiques					
Belgique	1,8	1,6	1,0	0,8	
Région de Bruxelles-Capitale	0,8	1,5	1,2	0,1	
Région flamande	2,0	1,8	0,9	1,0	
Région wallonne	1,7	1,3	1,1	0,6	
4. Formation brute de capital fixe					
Belgique	2,0	0,0	1,9	2,0	
Région de Bruxelles-Capitale	2,9	2,8	1,5	1,8	
Région flamande	1,2	-0,7	1,6	2,1	
Région wallonne	3,7	0,3	3,0	1,9	
5. Exportations internationales nettes (1)					
Belgique	-0,3	-0,3	-0,2	-0,1	
Région de Bruxelles-Capitale	-0,2	-0,3	-0,2	0,2	
Région flamande	-0,1	-0,4	-0,3	-0,2	
Région wallonne	-1,0	-0,3	0,1	-0,2	
6. Exportations interrégionales nettes (1)					
Région de Bruxelles-Capitale	1,2	-0,4	0,2	0,0	
Région flamande	-0,4	0,2	0,1	0,0	
Région wallonne	0,2	-0,1	-0,5	-0,1	
7. Emploi intérieur (selon la région de travail)					
Belgique	0,3	0,4	0,4	0,9	
Région de Bruxelles-Capitale	0,6	0,0	-0,1	0,5	
Région flamande	0,1	0,4	0,5	1,0	
Région wallonne	0,3	0,5	0,4	0,9	
8. Population active occupée (selon la région de domicile)					
Belgique	0,3	0,4	0,4	0,9	
Région de Bruxelles-Capitale	0,9	0,5	0,3	0,9	
Région flamande	0,1	0,4	0,4	0,9	
Région wallonne	0,3	0,3	0,3	0,8	
9. Revenu disponible brut des ménages					
Belgique	1,2	1,5	-0,7	1,3	
Région de Bruxelles-Capitale	0,1	1,5	-1,5	1,1	
Région flamande	1,4	1,4	-0,6	1,4	
Région wallonne	1,3	1,6	-0,8	1,2	
	2024	2025	2026	2029	2031
10. Taux d'emploi EU2020 (% , 20-64 ans)					
Belgique	72,3	72,8	72,8	73,9	74,8
Région de Bruxelles-Capitale	64,1	63,9	63,8	64,6	65,6
Région flamande	76,9	77,3	77,2	78,3	79,0
Région wallonne	67,1	67,9	67,9	69,3	70,4
11. Solde de financement des communautés et régions (milliards d'euros)					
Région de Bruxelles-Capitale (y.c. Cocom)	-1,6	-0,9	-1,0	-0,8	-0,9
Communauté flamande (y.c. Région flamande)	-5,0	-3,9	-3,0	-2,0	-1,4
Région wallonne	-2,1	-2,7	-2,1	-1,6	-1,6
Communauté française	-1,5	-1,5	-1,8	-1,2	-1,3

(1) Exportations moins importations ; contribution à la croissance du PIB en point de pour cent.